

Conférence de Wellington (Nouvelle-Zélande) sur l'interdiction des bombes à sous-munitions (BASM), 18-22 février 2008 :**82 Etats ont signé la déclaration de Wellington pour une interdiction sans compromis des BASM**

Wellington, 22 février 2008. Au dernier jour de la conférence de Wellington pour l'interdiction des bombes à sous-munitions (BASM) qui a réuni 122 Etats, des membres de la société civile et des victimes venus de 38 pays, 82 Etats ont signé la déclaration de Wellington appelant à la négociation d'un traité fort et sans compromis à Dublin en mai. La France si elle a finalement rallié le mouvement, maintient néanmoins ses positions pour un affaiblissement du traité.

Événement inhabituel dans les conférences diplomatiques, alors que les participants craignaient que certains pays occidentaux puissent sérieusement remettre en jeu le processus d'Oslo pour une interdiction des BASM, et malgré le chantage des Etats-Unis menaçant les futurs Etats parties au traité de ne plus participer aux opérations de l'OTAN, les pays affectés ont finalement rallié à leur cause la majorité des pays représentés pour un traité sans exception et sans périodes de transition avant une interdiction effective. Ce traité sera négocié du 19 au 30 mai à Dublin, pour un aboutissement souhaité à la fin de l'année 2008.

Néanmoins, la France initialement à la tête du mouvement pour affaiblir le traité et le Royaume-Uni ont clairement prévenu qu'ils camperaient sur leurs positions et négocieraient fermement en ce sens à Dublin.

Marion Libertucci, responsable du plaidoyer pour Handicap International : « *Comme lors du processus d'interdiction des mines antipersonnel, on constate que si les pays du Sud, premières victimes de ce type d'armes, parlent d'une même voix, ils sont assez puissants pour remettre en cause la domination des Etats producteurs qui fixent les règles de ces réunions diplomatiques et protègent leurs industries d'armement.* »

Rae McGrath, porte-parole du réseau Handicap International : « *Nous nous réjouissons que des pays comme la France, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne aient finalement adhéré à la déclaration de Wellington, malgré leurs nombreux points de divergences avec les pays affectés et non producteurs. Le rôle des ONG réunies au sein de la Coalition internationale contre les sous-munitions (CMC) dont celui de Handicap International, est déterminant dans le processus d'interdiction. C'est à elles que revient la responsabilité de s'assurer que les politiciens et le grand public de ces pays sont conscients des possibilités d'affaiblissement du traité, et fassent en sorte que leurs délégations à Dublin reçoivent la consigne claire de défendre une véritable interdiction, sans exception ou période de transition.* »

* Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahreine, Belgique, Belize, Benin, Brunei, Cambodge, Canada, Chili, Costa Rica, Croatie, Danemark, Equateur, Espagne, Finlande, France, Ghana, Guatemala, Honduras, Hongrie, Iles Cook, Iles Marshall, Iles Samoa, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Kenya, Koweït, Kirghizistan, Laos, Liban, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexico, Moldavie, Monténégro, Mozambique, Népal, Nouvelle Zélande, Nigeria, Niue, Norvège, Nouvelle Guinée, Ouganda, Palau, Papouasie, Paraguay, Pays Bas, Pérou, Philippines, Portugal, RDC, République Dominicaine, République Tchèque, Royaume Uni, Sénégal, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Suisse, Uruguay, Vanuatu, Vatican, Zambie.

Plus d'information sur : www.sousmunitions.fr**Contacts presse :**

A Paris : Sophie Couturier - 01 43 14 87 02 / 06 60 97 09 38 - scouturier@handicap-international.org

A Wellington (jusqu'au 24/02 + 12h) : Marion Libertucci - 06 63 38 65 37- mibertucci@handicap-international.org